

**ARTHUR FRAYER**

---

**J'AI VU  
DES HOMMES  
TOMBER**

---

---

**DON**QUICHOTTE

Extrait de la publication



J'ai vu des hommes tomber

Du même auteur

*Dans la peau d'un maton* (Fayard, 2011)

Arthur Frayer

J'ai vu des  
hommes tomber

Don Quichotte éditions

[www.donquichotte-editions.com](http://www.donquichotte-editions.com)

© Don Quichotte éditions, une marque des éditions du Seuil, 2012.

ISBN : 978-2-35949-124-1

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

## Prologue

La crise. Depuis 2008 et la catastrophe des subprimes, politiques, médias et syndicats en parlent surtout de façon technique, chiffrée, abstraite, à coups de diagrammes, de courbes qui descendent, de triples A qui vacillent et de plans de sauvetage de l'Europe négociés dans les nuits bruxelloises. On en retient que les banques sont « rapaces », que le monde de la finance est sans foi ni loi et que les agences de notation menacent, sans comprendre ce que cela implique pour les millions d'hommes et de femmes qui peinent aujourd'hui. Dans les entreprises, commerces, associations, sur les bancs de l'université ou dans les rangs de Pôle emploi, comment cette crise est-elle ressentie ?

J'ai parcouru durant sept mois, le temps des campagnes présidentielle et législative, la France de long en large, à la rencontre des « invisibles » et des « oubliés ».





Février



Sur mon écran de portable, le nom s'affiche : « Mireille, drugstore de Fleury ». Un peu étonné, je décroche. Il est rare que la marchande de journaux du centre commercial de Fleury-Mérogis m'appelle. À l'autre bout du fil, Mireille est en pleurs : « Arthur, on est foutus. On est foutus. On n'a plus rien. La banque nous prend tout. »

Je lui fais répéter, sans trop comprendre ce qu'elle me dit : « Un courrier de la banque... le compte de la Française des jeux du magasin bloqué... la boutique qui va fermer, c'est sûr. »

Entre deux sanglots, Mireille me passe Laurent, son mari. Plus calme, il m'expose brièvement leur situation. Leur banque vient de les assigner en justice pour un découvert de 17 000 euros qui courait depuis 2010. S'ils ne parviennent pas à en rembourser l'intégralité, tout de suite, ce sera la clef sous la porte, la maison à mettre en vente et dix ans de travail qui partiront en fumée. Une vraie mort sociale. Laurent raconte que la presse qu'ils tiennent depuis 2008 tanguait depuis un bon moment. Avec la crise, la situation s'est désagrégée. Plus rapidement, plus fortement. Les

gens n'achètent plus de journaux et les banques leur mangent la laine sur le dos. L'assignation en justice frappe comme l'ultime coup de massue. J'ai raccroché en promettant de passer dès que je le pourrais.

Je comprendrai quelque temps plus tard que Mireille et Laurent, même s'ils sont patrons de leur entreprise, vivent depuis des mois avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté, qu'ils n'ont pas pris de vacances depuis plusieurs années, que leur maison est hypothéquée depuis longtemps, que leur commerce est ouvert sept jours sur sept pour financer les études de leur fille, et qu'ils ne peuvent aller voir le médecin que grâce à la CMU.

Ils appartiennent à cette France qui tombe en silence, victime de la pire crise économique depuis 1929. Au cours des mois qui suivront, je rencontrerai des dizaines de personnes aux situations analogues, parfois plus dramatiques. Khalimat, une Française d'origine tchéchène, qui malgré un CDI est contrainte de dormir dans sa voiture ; Jeanine, Maryse et Marie-Christine, trois couturières de Lejaby licenciées après trente années de bons et loyaux services et qui craignent pour leur retraite ; Bruno, devenu ouvrier en contrat précaire après avoir fait toute sa carrière à la Camif, magasin de vente par correspondance ; Daniel, contraint de se reconvertir dans les pompes funèbres après avoir travaillé vingt ans chez un sous-traitant de Peugeot. J'entendrai même l'histoire d'un homme ne vivant plus que dans une pièce de sa maison pour économiser le chauffage. Autant de personnes tombées dans la précarité la plus dure.

Je rencontrerai aussi celles et ceux qui vivent en lisière de la crise. Celles et ceux qui, malgré la stabilité de leur emploi et un logement, ont le marasme dans la tête comme une mauvaise chanson. Fred, ouvrier abstentionniste, qui a vu son usine se vider de ses collègues et de ses moyens ces dernières années ; Yasmine, surdiplômée d'école de commerce et d'ingénieur qui ne retrouve pas un salaire satisfaisant ; ou encore ces agriculteurs fragilisés par le cours du blé qui s'envole et le prix du lait qui dégringole.

Cette crise économique remonte à plus loin que l'automne 2008, la crise des subprimes et celle de la dette grecque. Elle est bien plus profonde que la chronique de ces quatre dernières années. Toutes les personnes que j'ai rencontrées s'accordent là-dessus. Toutes ont à l'esprit le plein-emploi des Trente Glorieuses quand elles évoquent « l'avant » qui semble ne jamais devoir revenir.

La crise n'est pas seulement économique, elle est aussi morale. Combien se sentent impuissants face au cours des événements ? Cette crise avait fait dire à Jean-Paul Delevoye, le médiateur de la République, que la France souffrait de « dépression collective ». Beaucoup de ceux que j'ai rencontrés n'ont plus le sentiment de vivre ensemble. Chacun, individuellement, dénonce un certain repli sur soi, notamment provoqué par la faillite de l'économie, mais personne ne fait un geste envers les autres. Les gens reprochent l'individualisme de leur voisin, de leur collègue, de leur patron... mais ne font aucun effort pour aller vers eux.

Lorsque Mireille m'a appelé, nous étions à la fin de

l'année 2011. Depuis lors, la situation économique, partout en France, n'a cessé de se dégrader. Régulièrement, la télévision y consacre des sujets. En novembre de la même année, la société Photowatt, spécialisée dans les panneaux photovoltaïques, pionnier du solaire en France, était placée en redressement judiciaire, et plusieurs de ses salariés se sont retrouvés au chômage technique. Dans le courant du mois de janvier 2012, la raffinerie Pétroplus, installée dans la banlieue de Rouen, annonçait sa probable mise en faillite, avec le risque de laisser sur le carreau cinq cent cinquante salariés. Le 13 janvier, l'agence de notation Standard & Poor's dégradait le AAA de la dette française ainsi que les notes de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et d'autres pays. Le 27 janvier, on a vu apparaître sur nos écrans de télévision les salariées de Lejaby, le fabricant de lingerie haut de gamme. Quatre-vingt-treize femmes du site d'Yssingeaux, en Haute-Loire, craignaient de perdre leur emploi ; même chose pour les cent quarante salariés du site de Rillieux-la-Pape, dans le Rhône.

Lejaby, Pétroplus, Photowatt... À chaque fois, les politiques de droite et de gauche ont accouru sur place. Jean-Luc Mélenchon, pour le Front de gauche, Laurent Wauquiez, pour l'UMP, Hervé Morin, pour le Nouveau Centre, Arnaud Montebourg, pour le PS : tous sont venus et ont « assuré de leur soutien » les salariés en galère, promis de faire « tout leur possible » pour sauver les emplois. L'élection présidentielle approchait.

Il est naturel de tendre son micro à un ouvrier en colère à l'annonce d'un plan de licenciement.

Mais les ravages de la crise se voient toujours bien après. Une fois les combats perdus, les caméras remballées, la lassitude et l'amertume installées. Il fallait donc raconter les conséquences invisibles de la crise. Exposer le lent processus de renoncement et de désillusion de ceux qui, depuis des années, n'envisagent leurs lendemains que dans le brouillard et la peine. Ceux qui ne peuvent enrayer la chute de leurs revenus, ceux dont les conditions de vie se détériorent insensiblement mais inexorablement. Ceux qui, au fil des jours, à leur insu, s'habituent, nous habituent, à vivre au gré du sous-emploi et de la précarité.

Nul politique n'est passé chez Laurent et Mireille ni chez ceux qui dégringolent en silence, loin des caméras, loin des syndicats, loin des promesses électorales. Et pourtant, c'est bien du côté de chez eux qu'il est intéressant d'aller voir pour sortir de la sidération que le mot « crise » provoque.

Tout a empiré : en décembre 2011, le chômage a atteint son plus haut niveau depuis 1999 ; fin janvier 2012, dans les fichiers de Pôle emploi, plus de 4,5 millions de personnes recherchaient du travail ; le nombre de chômeurs de longue durée (trois ans et plus) a bondi de près d'un quart en une année ; les offres collectées par Pôle emploi ont, dans le même temps, chuté de 5 %. Il fallait raconter ce qu'est cette crise financière devenue économique et maintenant sociale, alors que la France se dotait d'un nouveau président de la République.

Auparavant, le 11 décembre 2011, Marine Le Pen, candidate du Front national, tenait son premier grand

discours de campagne à Metz, à une poignée de kilomètres de Gandrange, l'usine de métallurgie, devenue symbole de la désindustrialisation et condamnée en 2009 alors que Nicolas Sarkozy avait promis en 2008 qu'il « ne laisserai[t] pas fermer Gandrange ». La dirigeante frontiste a su trouver les mots pour dire la souffrance partagée : « Je serai, mes chers amis, cette présidente des oubliés, cette présidente des invisibles, ces millions de Français dont on ne parle jamais et qu'on piétine allègrement une fois passé les périodes électorales ! [...] Agriculteurs, ouvriers, chômeurs, jeunes, artisans, commerçants, employés, fonctionnaires, retraités, habitants des campagnes françaises : vous êtes ces oubliés, vous êtes cette majorité invisible. Cette majorité des oubliés, broyée par un système financier devenu fou, un système financier devenu horizon indépassable de la caste au pouvoir. »

Dix jours avant Marine Le Pen, Nicolas Sarkozy, en déplacement à Toulon, déclarait : « Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la France ne [peut] pas rester à l'abri d'une crise planétaire. C'est une crise grave qui [aura] des conséquences sur la croissance, sur le chômage et sur le pouvoir d'achat. Leur dire la vérité, c'est leur dire que tout le secteur bancaire [est] menacé, leurs économies mises dans les banques [sont] menacées. »

En meeting au Bourget, fin janvier, François Hollande avait déclaré, dans la même veine : « Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature et pourtant il gouverne. [...] C'est le monde de la finance. »



Ceux-là parlaient finance, crise. Elle parlait d'oubliés, d'invisibles.

Au mois de février 2012, je me suis rendu à Fleury chez Mireille et Laurent, le couple de commerçants. Je les avais rencontrés presque un an plus tôt, à l'occasion d'un portrait que j'avais fait d'eux pour le journal *Direct matin*. Ce ne sont pas des commerçants comme les autres : leurs principaux clients sont les gardiens de la grande prison d'à côté, Fleury-Mérogis. Mireille est une femme de quarante ans, ronde et souriante, qui part dans de grands éclats de rire et passe son temps dans ses pelotes de laine à confectionner des écharpes et des bonnets pour enfants et amis. Laurent, légèrement grisonnant, lunettes posées sur le bout du nez, tient la caisse du matin au soir et a un bon mot pour chacun de ses clients, dont il connaît le prénom. Leur magasin, engoncé entre un lotissement HLM et une nationale encombrée, vivote comme il peut depuis plusieurs années. On y trouve de tout : des journaux bien sûr, le loto, des jeux à gratter, des livres de Pierre Bellemare et des tee-shirts siglés « 91 », le numéro du département. Les gosses viennent y acheter des bonbons et les adultes se servent de la photocopieuse pour leur courrier.

Depuis ce reportage un an auparavant, j'avais pris l'habitude de venir passer quelques heures toutes les deux ou trois semaines avec eux. Leur caisse enregistreuse est une vigie infailible de la France des petits revenus et des fins de mois difficiles. On y croise des retraités accros aux jeux de hasard et des jeunes sans travail de la cité d'en face. La plupart des

gens gagnent le Smic ou moins, si bien que, au lieu de faire leurs courses dans les centres commerciaux de Juvisy, la grosse ville du coin, ils arpentent les supermarchés discount, Lidl ou Babou, à deux kilomètres de là, où l'on trouve des paires de chaussures à 20 euros, des yaourts pour moins de 80 centimes et des pâtes pour à peine 1 euro.

En ce mois de février glacial, Laurent craint de se retrouver avec une facture EDF salée. Alors, il se contente d'un petit radiateur d'appoint posé près de sa caisse et ne quitte pas sa grosse polaire. La porte reste fermée, mais il ne fait jamais plus de quinze degrés à l'intérieur du magasin. Voilà plusieurs années que l'on ne pousse plus le chauffage. Mireille tricote un pull dans un coin, entourée de ses trois chiens : Astro, un beauceron bruyant, Ulyssia et Easy, deux cavaliers King Charles qui font craquer les gosses.

Plus que des buralistes, Laurent et Mireille sont un peu les écrivains publics du quartier. Ils décodent les courriers de Pôle emploi ou de la Caisse d'allocations familiales (Caf) et remplissent les avis d'imposition. Ils complètent aussi les contraventions, « des trucs pour les divorces, les soucis d'assurance... ». Laurent sait qu'il faut lire les petites lignes des offres promotionnelles et met en garde les clients trop naïfs contre les attrape-nigauds.

Après avoir apporté du thé qu'il pose sur la photocopieuse, il commence à me raconter leur quotidien de bouts de chandelles. Parfois, un client entre dans le drugstore et interrompt son histoire.

Laurent et Mireille ont longtemps vécu confortablement, ramenant chacun un bon salaire. Lui, grâce à

son emploi de commercial dans l'aéronautique, qui l'envoyait vendre des pièces d'avion à l'autre bout du monde. Elle, grâce à un poste d'inspectrice sanitaire dans la fonction publique, qu'elle avait obtenu après avoir manqué de peu le concours d'entrée de l'Ena. Ils avaient acheté une grande maison où ils avaient élevé leurs deux filles et enrichi leur cave de grands crus. Ils avaient formé des projets d'avenir. Laurent avait finalement lâché son travail et acheté un commerce pour passer plus de temps auprès de sa famille. Puis, un jour, sans que rien de particulier ne s'annonce, leur situation s'était mise à se désagréger... « Je suis propriétaire du magasin mais je suis endetté jusqu'au cou. Je ne tire aucun revenu de la boutique, aucun coupon, rien. Je suis à zéro. J'essaie de maintenir la presse, histoire de ne pas tout perdre, mais c'est tout. C'est Mireille qui nous fait vivre avec sa pension de 1 200 euros. On est à deux dessus. »

Mireille, après avoir sombré dans une dépression, a quitté la fonction publique. En rapprochant des bribes de conversation, j'ai cru comprendre qu'elle avait craqué à force de trop travailler. En plus de son emploi à l'inspection des affaires sociales, elle tenait les comptes du magasin et gérait les relations de leur entreprise avec la banque. Mille deux cents euros à deux, 600 euros par personne. Une misère, très en dessous du seuil de pauvreté (situé entre 954 euros et 795 euros par mois en 2009, selon la définition adoptée). La situation de Mireille et Laurent ne correspond pas aux schémas classiques : endettés jusqu'au cou, ils sont propriétaires de leur commerce et de leur grande maison dans le quartier pavillonnaire d'une ville voisine. Dans quelle

catégorie les placer alors ? « Pauvres » ou « s'en sort » ? Un peu des deux, sûrement.

Selon Laurent, la crise a deux visages : celui des banques, trop rapaces, et celui des clients au budget devenu trop chiche. La désindustrialisation n'est pas seule responsable des difficultés du pays. Ici, c'est d'abord la paupérisation du quartier et de ses habitants qui est en cause. De nombreux surveillants qui travaillaient à Fleury-Mérogis sont partis à la retraite ces dernières années. Ils étaient fonctionnaires, leur salaire mensuel avoisinait les 1 700 euros en moyenne, à quelques euros près le salaire médian en France. « Ce sont des gens qui avaient un certain pouvoir d'achat. Ils ont été remplacés par une population plus... assistée, explique Laurent en hésitant une demi-seconde avant de prononcer le mot. Des chômeurs longue durée, des personnes qui ne travaillent que quelques heures par semaine et des emplois précaires. On a remplacé des gens avec du pouvoir d'achat par d'autres qui n'en ont aucun. Automatiquement, il y a une érosion. Le revenu moyen de la ville a été tiré par le bas. En faisant du social et en ne voulant pas payer correctement les gens, on a tiré les commerçants par le bas. »

Cependant, la dégringolade collective remonte bien avant l'année 2008 et le désastre des prêts immobiliers américains. L'histoire récente du centre commercial révèle à elle seule la longue désagrégation sociale : « Quand je suis arrivé à Fleury en 2003, il y avait une pizzeria et une boucherie dans ce centre commercial. La boucherie a dégagé l'année de mon installation. Une deuxième boucherie s'est installée, elle a dégagé dans les deux ans qui ont suivi. Ali, le petit épicier

## Remerciements

Merci à Sophie Dufau pour son aide précieuse et sa relecture attentive.

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCO  
IMPRESSION : FIRMIN DIDOT À MESNIL-SUR-L'ESTRÉE  
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2012. N° 108459 (XXXXX)  
*Imprimé en France*